

# Un nouveau partenariat Bosnie-Europe est nécessaire

**L**e 26 janvier 2009, les trois principaux partis de Bosnie (SDA, SNSD et HDZ) ont conclu un accord de principe esquissant une nouvelle organisation territoriale du pays. Il n'en demeure pas moins que la mise en œuvre de cet accord est loin d'être garantie. Si la prudence est de mise, l'Union européenne doit cependant prendre les dirigeants de ces partis au mot. Alors que Miroslav Laják – haut représentant et représentant spécial de l'Union européenne – quitte la Bosnie pour devenir le nouveau ministre des Affaires étrangères de la Slovaquie, le moment est venu d'établir enfin des relations plus équitables entre Sarajevo et Bruxelles. D'où la proposition d'envisager les termes d'une nouvelle politique autour des notions de partenariat et de responsabilité partagée.

La situation en Bosnie demeure difficile et le restera sans doute dans un avenir proche. Hormis le Kosovo, il n'existe aucun autre pays dans la région dont l'existence dépende autant de la poursuite du processus d'intégration européenne. Mais ce processus n'est pas automatique, loin s'en faut; la Bosnie doit manifester clairement sa volonté de faire partie de l'Union en adoptant une série de réformes. Las, le constat est navrant: les autorités locales ne parviennent pas à se défaire de leurs positions extrémistes afin de s'engager plus avant sur la voie de l'intégration.

La façon dont la politique est encore menée dans ce pays est particulièrement scandaleuse; ainsi, les clauses définies par l'Accord de stabilisation et d'association



**WOLFGANG PETRITSCH**

ANCIEN HAUT REPRÉSENTANT EN  
BOSNIE-HERZÉGOVINE (1999-2002).  
AMBASSADEUR DE L'AUTRICHE  
AUPRÈS DE L'OCDE (PARIS).

avec l'Union – qui permettraient de mettre un terme à la tutelle internationale – ne sont toujours pas respectées. Ceci est totalement inacceptable, même pour les plus farouches défenseurs de la Bosnie. Dans un tel contexte, l'urgence d'un nouveau partenariat entre l'Europe et la Bosnie est patente. D'où la présente proposition à l'Union européenne et à la Bosnie de travailler de concert pour achever la construction de l'Etat bosnien. Quels sont les éléments essentiels pouvant faire de ce pays un Etat

**«La façon dont  
la politique est encore  
menée dans ce pays  
est particulièrement  
scandaleuse»**

viable? Il n'est que trop évident que les structures administratives actuelles sont intenable et que les multiples niveaux de cette administration gaspillent les ressources disponibles. Comment en serait-il autrement dans un pays comprenant quelque 160 ministres et dont pratiquement deux tiers du budget sont alloués au fonctionnement d'une administration pléthorique? Pour donner une quelconque chance au progrès économique et social, il importe de changer radicalement la configuration constitutionnelle du pays et de redimensionner l'appareil d'Etat.

Une fois que les parties concernées auront convenu de la nécessité de ces changements, des décisions portant sur un calendrier réaliste, un budget conjoint, des mécanismes de surveillance et des sanctions possibles pourront être prises dans le cadre d'une responsabilité partagée. Evidemment, une telle approche impose de choisir soigneusement la personnalité la plus appropriée pour mener à bien cette entreprise en tant que représentant spécial de l'Union européenne.

Ce nouveau partenariat entre toutes les parties impliquées pourrait mettre la Bosnie sur les rails de l'indépendance et de la pleine responsabilité politique. L'objectif de cette proposition de partenariat entre l'Europe et la Bosnie est de donner un nouvel élan aux réformes qui tardent tant. Un vent nouveau souffle à Washington. Le changement est possible aussi en Bosnie-Herzégovine (texte rédigé avec la collaboration de Christophe Solioz).